

Editorial par Patrick Apel-Muller

DSK prend la porte à droite.

C'est le baiser qui tue. Le ministre du Budget a applaudi hier aux propos du directeur du FMI soutenant le report de l'âge de la retraite et s'exclamant : « Si on vit cent ans, on ne va pas continuer à avoir la retraite à soixante ans ! » François Baroin, trop content de dénoncer « les gros mensonges » des défenseurs de cette conquête sociale qu'il a jugés « tellement irresponsables qu'ils ne sont pas dignes d'être un parti de gouvernement », a quasiment proposé un ban d'honneur : « Je pense que tous ceux qui nous écoutent peuvent se dire, "tiens, Strauss-Kahn, il est intelligent". »

Provoquer une telle ferveur chez un homme qui vient de rallier la garde rapprochée de Nicolas Sarkozy devrait alerter ceux qui, à gauche, caressent le rêve d'une candidature de l'ancien responsable socialiste. En revanche, le président de la République ne doit pas regretter d'avoir appuyé sa candidature à la tête de la principale institution financière internationale.

À ce poste, DSK se montre d'une sagesse exemplaire pour qui voit dans les marchés financiers les meilleurs moteurs de la marche du monde. Au plus gros de la crise financière, il a réclamé l'engagement massif des fonds publics pour garantir les banques, soutenir les fonds pourris, assurer des perfusions massives de liquidités. Une fois que les budgets nationaux eurent transformé en déficits publics les pertes privées, le FMI se retourne vers les peuples en leur enjoignant de payer l'addition des folies de la Bourse et des grands actionnaires. *Pour voler, disait en substance Bertolt Brecht dans l'Opéra de Quat'sous, mieux vaut devenir banquier qu'en dévaliser un.*

L'air bonasse, craignant les « projets ambitieux qui ne sont pas crédibles », Dominique Strauss-Kahn n'en est pas moins l'un des grands ordonnateurs de la saignée qui fait défaillir la Grèce et des plans d'austérité européens. Les hommes en noir du FMI ont débarqué à Athènes comme à Bucarest, à Vilnius comme hier à Buenos Aires pour tailler dans les

services, les budgets sociaux, les salaires ou les retraites. Là où ils passent, les marchés financiers se surpassent et les économies trépassent. Combien de pays ces recettes ont-elles mis à genoux ? Les institutions financières internationales affichent toujours les meilleures intentions – de quels effets ont été suivies les proclamations régulatrices des grands de ce monde ? –, mais leurs critères sont à ce point libéraux qu’elles sèment à foison sur leur passage misère et chômage. Mais DSK reste serein : « La crise peut être un mal pour un bien. » Sans doute pense-t-il au futur sort des fonctionnaires grecs, aux retraités espagnols et aux chômeurs portugais. N’était-ce pas hier la Journée mondiale contre l’obésité qui ne connaît sans doute pas de meilleur remède que se serrer la ceinture.

Alors que les pays émergents contestent le fonctionnement du FMI, que l’utilisation du crédit au service de la croissance et de l’épanouissement humain devient une revendication, *le directeur du FMI se contente d’accompagner la mondialisation capitaliste et de prêcher la mise en cause d’acquis sociaux aussi considérables que la retraite à soixante ans. Hélas, il emprunte « la porte à droite ».*

Applaudi par la droite, Dominique Strauss-Kahn remet en cause la retraite à soixante ans... mais pas les marchés financiers.

Le directeur du FMI appuie Sarkozy

Dominique Strauss-Kahn part en guerre contre le dogme » de la retraite à soixante ans, ce qui constitue un soutien appuyé au président français. Une position conforme à la politique du FMI... qui n’a jamais aidé les peuples.

Parlait-il seulement comme directeur général du Fonds monétaire international, ou également comme figure du Parti socialiste ? Au-delà de ces subtilités, les déclarations de Dominique Strauss-Kahn, jeudi soir sur le plateau de France 2, en plein débat sur la réforme des retraites, ont suscité gêne et confusion parmi ses amis politiques. Estimant que l’âge légal de soixante ans est un « dogme », DSK s’était exclamé : « Si on vit cent ans, on ne va pas continuer à avoir la retraite à soixante ans. »

Le directeur général du FMI apportait ainsi un soutien de poids à Sarkozy. Embarrassé, le député PS de Paris Jean-Christophe Cambadélis s’est perdu dans un curieux distinguo entre le dirigeant du FMI « qui parle de l’avenir » et le PS « qui parle du moment présent »... La réplique du dirigeant communiste Pierre Laurent était cinglante : « *DSK met ses pas dans ceux des libéraux de tous poils qui n’ont qu’une obsession : en finir de près ou de loin avec les droits sociaux du plus grand nombre pour donner des gages aux marchés financiers.* »

Et Pierre Laurent d'ajouter : « **Parler de dogme peut prêter à sourire de la part du principal représentant d'une institution qui n'a qu'une religion : l'austérité pour les peuples et le carnet de chèque pour les banques.** »

Le régime spartiate imposé à la Grèce tend à montrer que DSK s'est moulé dans la tradition de cette institution, dont les Africains et les Argentins, après la crise de 2001, gardent le souvenir pénible des plans d'ajustement ravageurs. Significative est la teneur du débat qui agite actuellement le Congrès des États-Unis. Face à l'opposition républicaine qui voudrait réduire la contribution américaine, Caroline Atkinson, directrice des relations extérieures du FMI faisait observer qu'aucun pays contributeur « n'a jamais perdu un cent ». « Le FMI apporte des financements aux pays qui, de leur côté, s'ajustent », c'est-à-dire taillent dans les dépenses sociales et se fragilisent encore davantage.

Un instrument de domination financière

DSK a été nommé à la tête du FMI le 28 septembre 2007 avec le soutien de Sarkozy, lui-même nouvellement élu. Dès son arrivée à Washington, le socialiste français se posait en réformateur d'une institution sexagénaire qui avait conservé les règles de fonctionnement fixées lors de la conférence de Bretton Woods en 1944. « Nouvelles missions, nouvelle gouvernance », timide démocratisation avec un projet de double majorité sur certains dossiers dit cruciaux. Le poids prépondérant des États-Unis et de l'Europe font du FMI un instrument de domination financière des grandes puissances capitalistes sur la masse des pays en développement et des États les plus pauvres.

Après de nombreuses tergiversations, une mini-réforme a abouti à l'augmentation de 2,5 % au profit de quelques grands pays émergents. On est très loin du compte, une réforme progressiste du FMI qui fasse de cette institution un véritable outil pour l'aide au développement reste à construire. En effet, le rapport de forces actuel permet au FMI d'avoir les mains libres sur les choix des pays qu'il convient de soutenir en cas de marasme économique et financier. ***En août 2009, le FMI a accordé un prêt de 150 millions de dollars aux putschistes qui avaient pris le pouvoir au Honduras deux mois auparavant.*** D'Athènes à Tegucigalpa, nul ne saurait dire que le FMI a sensiblement changé en trois ans.

Jean-Paul Piérot